



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

1^{er} septembre 2016

L'allocution du Premier ministre malgache lors de la dernière journée du Sommet de la SADC a suscité l'intérêt des médias. Mahafaly Solonandrasana Olivier a vanté les efforts entrepris par son gouvernement en termes de stabilité, notamment à travers la mise en place des différentes institutions de la République. Les quotidiens ont saisi l'occasion pour aborder les questions relatives à la création de la Haute Cour de Justice et à l'intervention de la Communauté internationale dans les affaires malgaches.

Politique interne

HAUTE COUR DE JUSTICE : LE PREMIER MINISTRE SE DEROBE

Le Premier ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier a plaidé, lors de la dernière journée du Sommet de la Communauté de Développement des Etats d'Afrique australe ou SADC, hier, les efforts de stabilité entrepris par le pouvoir en place. Il a notamment évoqué la mise en place des institutions de la République après la sortie de crise, et l'organisation des élections de 2014. (Madagascar Matin, p. 2) Néanmoins, il a éludé la question de la création de la Haute Cour de Justice et du Haute Conseil pour la Défense de l'Etat de Droit et de la Démocratie. D'après ses explications, la création de ces institutions attend encore l'organisation des scrutins. Il fait ainsi référence à l'élection des membres manquants à ces deux institutions. Pour la HCJ, seul le représentant du HCDDDED manque à l'appel, tandis que la mise en place du HCDDDED attend encore l'élection du représentant de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, dont la mise en place n'est pas encore officielle. Concernant la création de la HCJ, le Président de la République est soumis à une obligation de moyens et non à une obligation de résultat. Il faudra donc que tous les membres de la HCJ soient au complet pour qu'elle puisse être instituée. Ce qui n'est cependant pas le cas du HCDDDED. Ainsi, rien sauf absence de volonté politique, ne devrait empêcher l'Exécutif de procéder à la création du HCDDDED, qui élira ensuite son représentant au sein de la HCJ. (L'Express de Madagascar, p. 5)

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL : 5 MINISTRES HVM SUR LA SELLETTE

Cinq mois après la prise de fonction du Gouvernement dirigé par Mahafaly Solonandrasana Olivier, un remaniement touchant 5 ministères serait en préparation. Incompétence de certains ministres ou crise de pouvoir ? En tout cas, ce remaniement commencera par la nomination d'un nouveau ministre de l'Energie, après le décès de Rodolphe Ramanantsoa. Bien que le bilan de son Gouvernement soit assez négatif, le Premier ministre, un des hommes de confiance du Président Hery Rajaonarimampianina, devrait garder sa place. A deux mois du Sommet de la Francophonie, les deux hommes forts de l'Exécutif se mobilisent pour faire croire que les affaires nationales sont au beau fixe. Le remaniement qu'ils mettent en avant n'offrira pas des solutions miraculeuses. Selon le journaliste, la corruption généralisée, l'insécurité urbaine comme rurale, l'inflation et la misère de la population, ainsi que l'absence de souveraineté nationale demeurent les principales infirmités du pays. (Midi Madagasikara, p. 9)

- *Le Chef de l'Etat a souhaité forcer l'économie malgache, déjà en détresse, à supporter financièrement l'accueil du Sommet de la Francophonie. Il semble que le*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Président et son staff n'ont pas bien mesuré l'ampleur de la tâche qui les attendait. Si les pays tels que le Kenya peuvent se permettre d'accueillir des rencontres internationales, c'est qu'ils disposent de background financier suffisant. Pour Madagascar, l'heure aurait dû être à la relance économique et au redressement social. (La Vérité, p. 3)

Economie et société

CREDIT A L'ECONOMIE : UNE EVOLUTION TROP TIMIDE

Les crédits alloués par les systèmes financiers et bancaires à l'économie évoluent peu. Pour les 5 premiers mois de cette année, ils ont été de 3800 milliards d'Ariary, contre 3343 milliards d'Ariary à la même période de 2015. Cette évolution minime peut être mesurée par rapport à la création d'entreprises formelles. Le problème porte notamment sur les sociétés anonymes dont le recul en termes de création de nouveaux établissements est le plus important au premier semestre, soit -41%, contre -21% pour les sociétés à responsabilités limitées, et -25,5% pour les entreprises individuelles. Rares sont pourtant les entreprises individuelles à avoir recours aux banques. Par conséquent, le paysage économique compte peu de nouvelles entreprises capables d'emprunter auprès des banques et des établissements financiers. Ces données tirées des statistiques de la Banque Centrale de Madagascar témoignent d'une économie morose, voire en panne. Le climat des affaires, marqué par la montée de l'insécurité, l'insuffisance des demandes, sans parler de l'instabilité politique, explique cette évolution modeste des crédits à l'économie. (La Gazette de la Grande Île, p. 9)

Communauté internationale

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE REMONTE AU FRONT

Depuis quelques semaines, la Communauté internationale a renfilé son costume d'arbitre dans les débats politiques malgaches. Les intentions séditeuses du mouvement AFP et DFP ainsi que les revendications pour la démission du Président de la République, par le Mouvement « Mitsangana ry Malagasy » ou M-MRM, font que la Communauté internationale semble juger utile d'intervenir, quitte à flirter avec une certaine ingérence. Ainsi, la déclaration du Sommet de la SADC, qui a pris fin hier, mentionne que « le sommet a pris note des avancées réalisées sur le plan politique et de la reprise économique à Madagascar, et a insisté sur l'importance pour la région de mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir les efforts entrepris par le pays pour relancer son économie. » La Représentante spéciale de la présidente de la Commission de l'Union africaine, Hawa Ahmed Youssouf, quant à elle, a déclaré qu'« il y a beaucoup de projets en cours, des fonds sont disponibles pour le pays. Madagascar ne doit plus retourner en arrière ». Dans la même foulée, la visite au pays du président de la Banque Africaine de Développement, Akinwumi Ayodeji Adesina a pris fin hier. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le Président Hery Rajaonarimampianina, le numéro un de la BAD a également plaidé pour la stabilité politique. Il a soutenu que « Madagascar dispose d'énormes potentialités qui ne demandent qu'à être exploitées. Néanmoins, la stabilité est une condition incontournable ». Reste à savoir si ces déclarations successives sur la nécessité de relancer l'économie et la stabilité politique suffiront à calmer l'ardeur des frondeurs. (L'Express de Madagascar, p. 3 et 5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

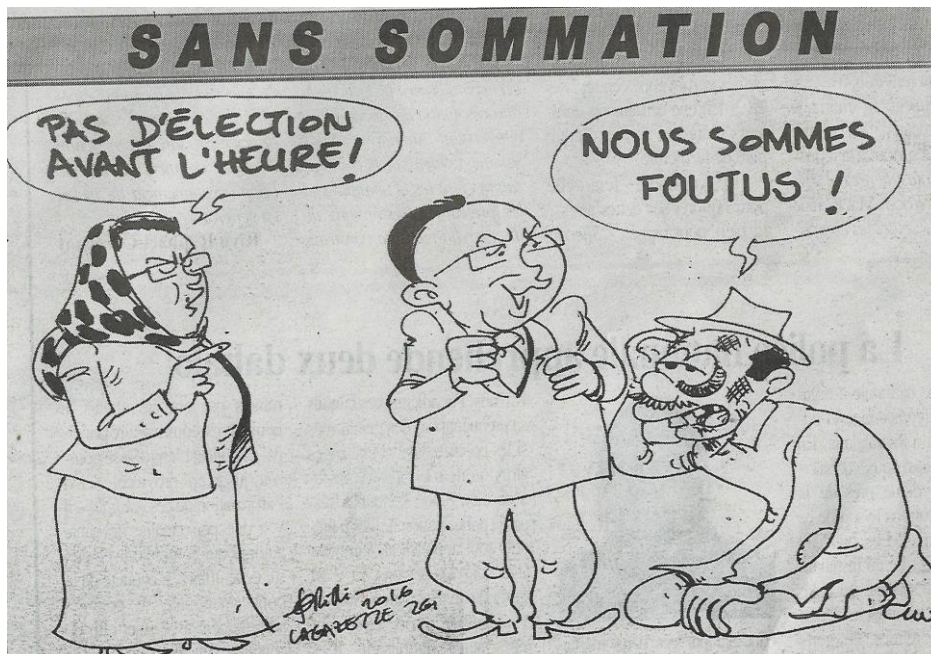
Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Dans tous les cas, les membres du M-MRM se donnent de nouveau rendez-vous samedi prochain, toujours à Andrefanambohijanahary. Ce deuxième test grandeur nature verra probablement la présence des partisans du DFP et de l'AFP. Cette opposition a l'intention de se présenter aux prochaines élections, mais qui devraient être anticipées, selon elle. (**Midi Madagasikara, p. 16**)

- L'émissaire de la SADC Joaquim Chissano a été en visite à Madagascar il y a deux semaines. Le Premier ministre estime que le rapport de mission de Joaquim Chissano devrait contenir uniquement des directives dans la continuation des efforts fournis par les dirigeants malgaches jusqu'ici. (**Madagascar Matin, p. 2**)
- **La Gazette de la Grande Île (p. 13)** semble remettre en cause la crédibilité de la Communauté internationale. Et pour cause, elle explique que l'ancien Président de l'Union africaine Jean Ping a été l'une des personnalités qui ont participé à la résolution de la crise malgache de 2009. Ce diplomate est actuellement candidat à l'élection présidentielle au Gabon. Les résultats de ces scrutins ne sont pas encore publiés, mais celui-ci s'est déjà autoproclamé vainqueur. Cela démontre que Jean Ping n'est pas différent de la plupart des Chefs d'Etat africains qui ne cherchent qu'à protéger leurs intérêts et ceux de la Communauté internationale, tonne **La Gazette de la Grande Île (p. 13)**.

Un peu d'humour



La Gazette de la Grande Île, p. 5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

